

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

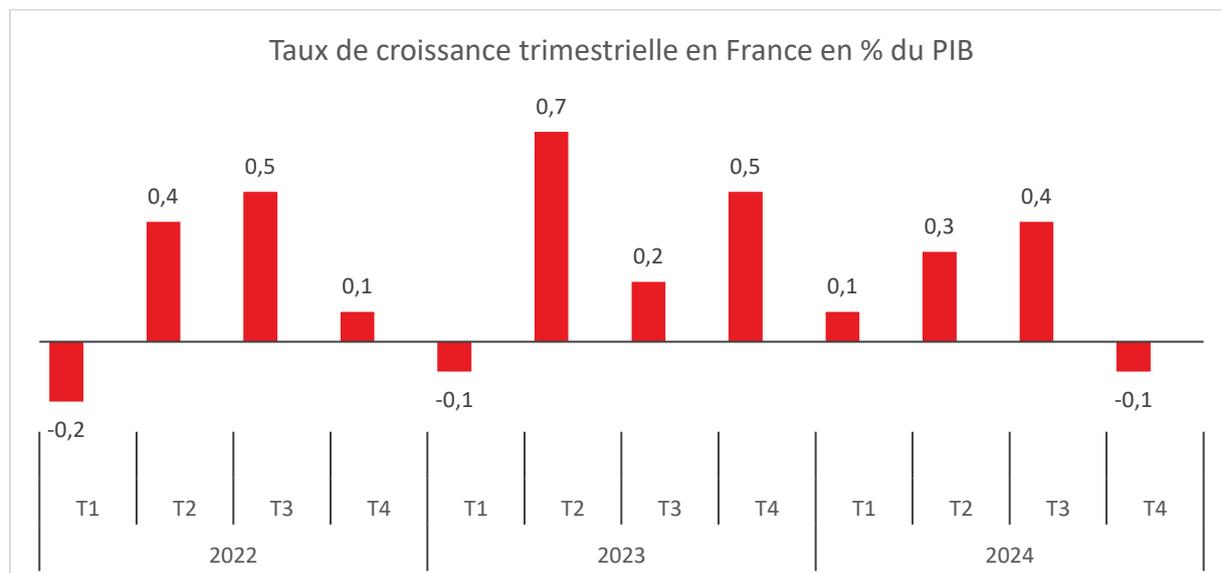
France : panne de croissance au dernier trimestre

Analyse de Philippe Crevel, Directeur du Cercle de l'Épargne

Le PIB de la France a, selon les premières données de l'INSEE, reculé de 0,1 % au dernier trimestre 2024. La croissance sur l'ensemble de l'année dernière a atteint 1,1 %. Après un bon troisième trimestre porté par les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP), l'INSEE s'attendait à un ralentissement en fin d'année. Il a été un peu plus fort que prévu malgré le rebond de la consommation au mois de décembre.

Première contraction trimestrielle du PIB depuis le 1^{er} trimestre 2023

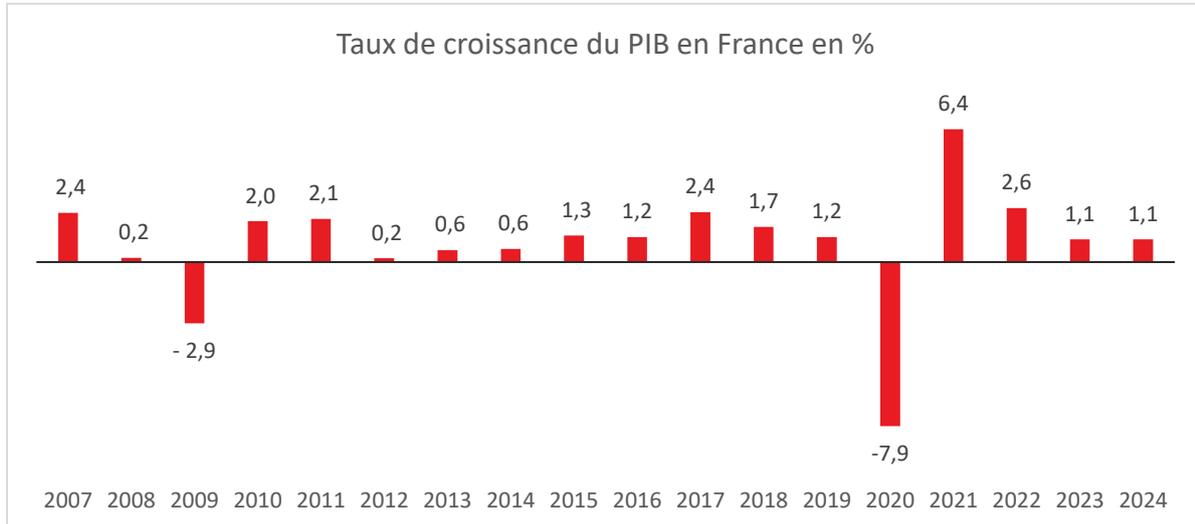
Le produit intérieur brut (PIB) en volume a donc diminué de 0,1 % au quatrième trimestre 2024 après avoir progressé de 0,4 % au troisième trimestre, en partie par contrecoup des JOP de Paris. La France a bénéficié d'un effet Jeux qui a permis d'échapper à la stagnation qui frappe plusieurs pays européens dont l'Allemagne.



Cercle de l'Épargne – données INSEE

Le repli de la croissance est imputable à la moindre progression de la demande intérieure avec un ralentissement de la consommation des ménages ainsi qu'à la contribution négative du commerce extérieur et de la variation des stocks.

Sur l'ensemble de l'année 2024, le PIB a progressé de 1,1 % (après +1,1 % en 2023 et +2,6 % en 2022). La demande intérieure finale (hors stock) ralentit un peu (contribution de +0,7 point après +0,9 point), pénalisée par le recul de l'investissement (contribution de -0,3 point après +0,2 point en 2023). Le commerce extérieur contribue de nouveau positivement à la croissance du PIB (+0,9 point après +0,6 point).



Cercle de l'Épargne – données INSEE

Une production atone en fin d'année

La production totale (biens et services) n'a progressé que de 0,1 % au quatrième trimestre après +0,5 % au trimestre précédent. Avec la fin des JOP, la production de services marchands est, au dernier trimestre, moins dynamique avec une hausse de 0,1 % après +0,7 % au trimestre précédent. Elle se recule dans les services aux ménages de 2,5 % après +3,3 %. La croissance des services aux entreprises se modère (+0,4 % après +0,9 %).

Le secteur de la construction continue sa décroissance avec un recul de 0,9 % de sa production. Par ailleurs, la baisse de la production s'accroît dans la construction (-0,9 % après -0,2 %).

La production dans l'industrie manufacturière renoue avec la hausse avec un gain au quatrième trimestre de 0,2 % faisant suite à une contraction de 0,3 % au troisième trimestre. L'INSEE souligne que cette légère amélioration est imputable en partie par la progression de la production dans les industries agro-alimentaires, et par la hausse dans les raffineries.

Sur l'ensemble de l'année 2024, la production a augmenté de 1,4 % après +1,7 % en 2023. Ce recul est lié à la baisse de la production dans les biens manufacturés (-0,6 % après +1,1 %), en particulier en matériels de transport. La production de services dans son ensemble a connu une bonne année 2024 avec une croissance similaire à l'année précédente (+2,0 % après +2,0 %).

Moindre dynamisme de la consommation des ménages au quatrième trimestre

La consommation des ménages a augmenté de 0,4 % au quatrième trimestre 2024, contre +0,6 % au troisième. Cette moindre croissance s'explique par le recul de ls services aux ménages (-5,7 % après +7,2 %) avec la fin des Jeux. Le troisième trimestre avait été dopé par l'enregistrement de la billetterie. La consommation des ménages en services de transports a, en revanche, augmenté (+1,0 % après -0,4 %), ainsi que celle en hébergement-restauration (+0,7 %).

Les achats de biens ont enregistré une augmentation de 0,4 % au quatrième trimestre comme au troisième. La consommation en matériels de transport est en forte hausse (+3,3 % après -1,9 %) notamment en automobiles. La consommation alimentaire augmente de nouveau (+0,5 % après +0,4 %).

En 2024, la consommation des ménages a connu une hausse identique à celle de 2023 (+0,9 %). L'année a été marquée par le ralentissement de la croissance de la consommation des ménages en services (+2,0 % après +3,1 %) et par la persistance de la baisse de consommation en biens (-0,2 % après -1,6 %). La consommation alimentaire de nouveau baissé (-1,7 % après -3,5 %). En revanche, la consommation des biens d'équipement a connu un rebond (+3,6 % après -2,1 %).

Stabilisation de l'investissement en fin d'année

La formation brute de capital fixe (FBCF) globale qui correspond à l'investissement de tous les acteurs économiques totale a légèrement baissé, au quatrième trimestre 2024, de 0,1 % après -0,3 % au troisième. La FBCF en produits manufacturés est en hausse de +0,2 % après -2,5 % et celle en services marchands reste dynamique (+1,1 % après +0,9 %). Sans surprise, l'investissement en construction se contracte à nouveau (-1,2 % après -0,2 %).

Pour 2024, l'investissement a fortement pesé sur la croissance en reculant de 1,5 % après avoir connu une hausse de 0,7 % en 2023. L'investissement en construction et celui en produits manufacturiers sont responsables de ce recul avec une baisse respective de 2,5 % et 4,5 %. À l'inverse, l'investissement en information-communication demeure important (+5,0 % après +8,4 %).

Le commerce extérieur plombé par le recul des exportations en fin d'année

La contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB demeure, selon l'INSEE négative au quatrième trimestre 2024 (-0,2 point, après -0,1 point au trimestre précédent). Ce mauvais résultat est à nouveau imputable aux exportations qui ont diminué de 0,2 % au quatrième trimestre (-0,2 % après -0,8 %). Cette baisse est principalement due aux exportations en services (-2,0 % après +1,6 %), notamment en information-communication (-8,0 % après +9,9 %). Ce net recul s'explique par le contrecoup des Jeux, les ventes des droits de diffusion audiovisuelle ayant été comptabilisées aux troisième trimestre. En revanche, les exportations en produits manufacturés ont connu une hausse de 1,0 % après -2,1 % au troisième trimestre. Les importations ont enregistré une

progression de +0,4 % au dernier trimestre après -0,4 % au troisième, portées par les importations en énergie, eau et déchets (+6,7 % après -3,4 %) et en produits agricoles (+6,2 % après +2,4 %).

En 2024, les importations ont diminué de 1,1 % après +0,7 % en 2023 grâce à la baisse des prix de l'énergie. La croissance des exportations a été plus faible qu'en 2023, +1,6 % contre +2,5 %. Sur l'ensemble de l'année, la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB a été positive de 0,9 point, après +0,6 point en 2023.

Les variations de stocks : une contribution légèrement négative

La contribution des variations de stocks à l'évolution du PIB est négative ce trimestre (-0,1 point après +0,2 point).

Un résultat logique mais peu enthousiasmant

Le recul du PIB au dernier trimestre 2024 était prévisible en lien avec la fin des JOP. Il a été accentué, sans nul doute, par la recrudescence de la crise politique avec l'adoption de la motion de censure contre le Gouvernement de Michel Barnier au début du mois de décembre. Les Français ont préféré l'épargne à la consommation en 2024. Le taux d'épargne est resté durant toute l'année élevé et nettement supérieur à son niveau d'avant crise sanitaire.

La baisse de l'investissement symbolise le manque de confiance des acteurs économiques dans l'avenir. Elle est inquiétante car elle pourrait peser sur la compétitivité de l'économie. Sans investissement, l'obtention de gains de productivité sera impossible. La baisse des taux d'intérêt n'a pas mis un terme, par ailleurs, à la crise du secteur de l'immobilier. Le nombre de logements en construction n'a jamais été aussi faible depuis 10 ans (263 100 à fin décembre 2024). Le recul des exportations est également un mauvais signal indiquant que la France peine à redresser son commerce extérieur. Le ralentissement de la croissance s'est traduit par une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en 2024 et tout particulièrement lors du dernier trimestre.

En 2025, l'économie française peut espérer la poursuite de la baisse des taux directeurs de la Banque centrale européenne, baisse qui est néanmoins contrariée par la hausse des taux longs en lien avec les difficultés des finances publiques. Les incertitudes politiques et internationales pourraient également continuer de peser sur la croissance. Pour autant, la France est-elle condamnée à la stagnation ? Les résultats de l'Espagne semblent prouver qu'un taux de croissance à 3 % est possible en Europe. La France doit tirer un meilleur profit de son attractivité touristique et de ses atouts économiques.

Contacts presse

Philippe Crevel
06 03 84 70 36

Sarah Le Guez
06 13 90 75 48

sleguez@cercledelepargne.fr